



Arrêt

n° 59 951 du 18 avril 2011
dans l'affaire X/I

En cause : X - X

Ayant élu domicile : X

contre:

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F. F. DE LA I^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 février 2011 par **X** et **X**, qui déclarent être de nationalité serbe, contre les décisions de l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prises le 1^{er} février 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 18 mars 2011 convoquant les parties à l'audience du 18 avril 2011.

Entendu, en son rapport, C. ADAM, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me H. VAN NIJVERSEEL loco Me T. OP DE BEECK, avocats, et L. DJONGAKODI-YOTO, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les actes attaqués

Le recours est dirigé contre deux décisions de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prises par l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui sont motivées comme suit :

En ce qui concerne le requérant :

A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité serbe, d'origine albanaise et originaire du village de Shushaje, commune de Preshevë, République de Serbie.

Vous avez introduit une demande d'asile en Belgique le 10 février 2010 avec votre épouse, Madame I. A. (SP: 0000000). A l'appui de cette dernière, vous invoquez les faits suivants : depuis 2001, vous auriez rencontré des problèmes avec les gendarmes stationnés non loin de votre habitation. Ces

derniers vous auraient à plusieurs reprises insultés lorsque vous vous trouviez en dehors de votre habitation. Vous auriez été vous plaindre auprès du chef du village de ces maltraitements psychiques et ce dernier aurait promis de consulter le maire de Preshevë. Néanmoins, ces insultes de la part des gendarmes à l'égard des Albanais auraient continué. Le 26 décembre 2008, dix albanais auraient été arrêtés dans la région de Preshevë en raison de crimes graves qu'ils auraient commis à Gjilan (République du Kosovo) durant le conflit armé (1998-1999). Suite à cette arrestation, votre sentiment de peur aurait augmenté. Vous auriez encore été arrêté par des gendarmes avant votre départ et notamment à une reprise lorsque vous vous trouviez avec votre épouse, vous auriez été maintenu durant une ou deux heures lors de cette arrestation. Suite à ces événements et du fait des mauvaises conditions économiques vous auriez décidé de quitter votre pays d'origine, ce que vous auriez fait le 30 janvier 2009.

B. Motivation

Suite à l'arrêt n° du 47177 du Conseil du Contentieux des Etrangers daté du 11 août 2010, des mesures d'instruction complémentaires ont été effectuées. Il résulte de cet examen complémentaire que vous n'avez pas fourni de sérieuses indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire.

Relevons d'abord une carence majeure de cohérence et de précision dans vos déclarations relatives aux problèmes que vous invoquez par rapport à votre pays d'origine. En effet, interrogé afin de préciser la nature exacte, les circonstances ainsi que la fréquence de vos problèmes personnels, vous répondez de manière générale, évasive et imprécise. Ainsi durant l'audition du 30 novembre 2010, vous déclarez que vos problèmes ont commencé en 2001, plus loin, par contre, vous déclarez que votre première maltraitance psychique a eu lieu début en 2003-2004 (cfr. notes, pp. 3, 4 et 5). Questionné à plusieurs reprises sur le déroulement et les circonstances du premier problème rencontré en Serbie, vous évoquez des maltraitements psychiques et la présence nocturne de la gendarmerie à l'extérieur de votre domicile (cfr. notes du 30/11/10, pp. 4 et 5). Vous expliquez ne pas avoir été battu sans apporter d'éléments concrets quant aux circonstances liées à ce problème. Vous évoquez une surveillance de la part des gendarmes sans étayer cette déclaration (cfr. notes du 30/11/10, pp. 4 et 5). Plus loin, vous évoquez des détentions sur les lieux d'interception mais ne pouvez donner d'éléments concrets quant au déroulement de ces détentions (cfr. notes du 30/11/10, pp. 8 et 9). De plus, vous évoquez plus de 15 détentions alors que vous déclarez avoir été arrêté à 15 reprises. Interrogé sur le dernier problème que vous avez rencontré dans votre pays, vous ne donnez pas d'élément personnel et concret mais vous invoquez l'arrestation des 10 Albanais en novembre 2008 (cfr. notes du 30/11/10, p. 6). Vous ne pouvez situer ce dernier problème dans le temps (cfr. notes du 30/11/10, p. 5) alors que selon vos dires vous avez rencontré des problèmes jusqu'à votre départ de Serbie, soit jusqu'en janvier 2010. Interrogé à trois reprises sur le nombre et la fréquence de ces problèmes avec les gendarmes, vous répondez évasivement et finissez par donner le nombre de plus ou moins 15 (cfr. notes du 30/11/10, p. 5). Ces propos vagues et lacunaires empêchent de se forger une idée de la nature réelle ainsi que du nombre réel et de l'importance des problèmes invoqués. Ces imprécisions entachent sérieusement la crédibilité de vos déclarations d'asile.

Relevons également des contradictions dans vos déclarations ainsi que dans les déclarations de votre épouse. Ainsi, lors de votre première audition, vous évoquez l'attitude des gendarmes qui vous empêchait de réaliser votre travail, à savoir, le travail de la terre que vous présentez comme votre unique travail, par contre, lors de votre seconde interview, vous n'évoquez à aucun moment ces problèmes, au contraire, interrogé sur votre travail en Serbie, vous évoquez uniquement de la construction, de la peinture mais pas de travail de la terre. Confronté à cette contradiction, vous évoquez une déclaration générale concernant ce problème (cfr. notes du 30/11/10, p. 2 et 12). Cette explication n'est pas valable dans la mesure où vous avez précisé lors de cette première audition que votre travail consistait bien à travailler la terre et vous avez ajouté qu'il n'y avait rien d'autre (cfr. notes du 4/05/10, p. 6). Votre épouse quant à elle évoque deux ou trois arrestations en votre compagnie de la part des gendarmes lors de sa dernière audition (cfr. notes du 30/11/10, p. 3).

Par contre, vous citez uniquement une arrestation en compagnie de votre épouse comme cette dernière l'affirme lors de sa première interview (cfr. notes du 30/11/10, p. 12). Confrontée à cette contradiction, votre épouse n'apporte pas d'explication valable (cfr. notes du 30/11/10, p. 3 et notes du 4/05/10, p. 3).

Au vu de ces imprécisions majeures et de ces contradictions relatives aux faits que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile, il n'est pas possible d'établir la réalité des faits que vous invoquez. L'importance et la persistance de ces incohérences, imprécisions, omissions et contradictions relatives aux faits invoqués à l'appui de votre demande d'asile permet de considérer votre récit d'asile comme non crédible.

Par ailleurs, et de manière plus générale, à considérer vos déclarations comme crédibles (quod non en l'espèce), vous ne donnez pas d'indices sérieux permettant d'établir l'existence d'une crainte personnelle ou d'un risque réel et personnel dans votre chef. En effet, interrogé sur ce caractère personnel, vous déclarez que tous les Albanais de votre village subissaient le même traitement de la part de la gendarmerie (cfr. notes du 30/11/10, p. 11). Vous ajoutez que ce traitement était provoqué par le conflit de 2001, conflit dans lequel vous n'auriez pas été impliqué. Au vu de ce qui précède, les éléments susmentionnés ne peuvent être assimilés à des persécutions au sens de la Convention de Genève ou à des atteintes graves telles que définies dans l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.

Les problèmes économiques que vous invoquez au surplus ne permettent pas davantage d'établir le bien-fondé de votre demande d'asile. Ainsi, vous déclarez lors de votre première audition que les gendarmes vous empêchaient de travailler la terre (cfr. notes du 04/05/2010, p. 6). Tout d'abord, au vu de la contradiction relevée infra, il est permis de douter sérieusement de la crédibilité de cette déclaration. Quoiqu'il en soit de ce qui précède, vous déclarez à ce sujet que vous ne receviez aucune aide financière de l'Etat en raison de votre appartenance à l'ethnie albanaise. Vous auriez fait la demande à diverses reprises, par l'entremise du bourgmestre de votre village, mais le centre social n'aurait rien fait pour vous arguant qu'il n'y aurait pas d'argent (audition du 4 mai 2010, p. 10). Dès lors, cet élément relève de la sphère économique et ne permet pas d'établir une crainte fondée de persécution pour un des motifs prévus par la Convention susmentionnée (la race, la nationalité, la religion, les opinions politiques et l'appartenance à un groupe sociale déterminé). Ensuite, l'absence d'aide financière ne peut également être assimilée à un risque réel et personnel de subir les atteintes graves définies dans la loi relative à la protection subsidiaire car invité à développer l'allégation selon laquelle ce sont les familles serbes qui perçoivent l'aide sociale et non les familles albanaises, vous invoquez un reportage télévisuel dans lequel l'ensemble de la population albanaise se plaignaient de ne pas avoir d'aide (audition du 4 mai 2010 p. 10).

Au vu de ce qui précède, il appert que vous êtes resté en défaut d'établir le bien-fondé des craintes et des risques que vous alléguiez. Dès lors, il n'est pas possible d'établir l'existence dans votre chef d'une crainte fondée et personnelle de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou d'un risque réel et personnel d'atteintes graves tel que défini dans la protection subsidiaire.

En outre, l'arrestation des 10 Albanais arrêtés en décembre 2008 ne permet pas de conclure à l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la convention susmentionnée ou d'un risque réel de subir les atteintes graves définie dans la loi sur la protection subsidiaire. Ainsi, selon les informations disponibles au Commissariat général, les citoyens Serbes d'origine ethnique albanaise appartenant au dit groupe de « Gjilan » qui ont été arrêtés en décembre 2008 ont été inquiétés en raison de suspicions de crimes pesant sur eux, à savoir des meurtres, des enlèvements, des viols qu'ils auraient commis à Gjilan (République du Kosovo) lors de l'insurrection albanaise au Kosovo pendant les années 1998-1999 ou de détention d'armes. Au vu de mes informations donc ces interventions des autorités serbes sont inscrites dans un tout autre contexte qu'une seule répression d'anciens soldats de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) et UCPMB mais davantage dans des enquêtes en cours contre des personnes soupçonnées de crimes ; ce qui n'est pas votre cas. Ainsi, au vu des éléments contenus dans votre dossier administratif, il apparaît qu'aucune analogie ne peut être constatée entre ces arrestations et votre situation personnelle, de sorte qu'il ne m'est pas permis de croire que vous risqueriez de subir un sort similaire. Partant, les craintes invoquées vis-à-vis des autorités serbes en cas de retour ne s'avèrent nullement fondées à la lecture de votre dossier d'asile.

De ce qui précède, il appert que vous ne fournissez pas d'élément qu'il existe, en ce qui vous concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

Les documents que vous présentez à l'appui de votre demande d'asile, à savoir votre passeport et celui de votre épouse, votre carte d'identité et celle de votre épouse, le permis de conduire de votre épouse

et ne sont pas de nature à permettre à eux seuls de reconsidérer différemment les éléments en exposés ci-dessus. Ces documents attestent de votre identité et de votre provenance, lesquels n'ont nullement été remis en cause par le Commissariat général. En ce qui concerne l'article de presse issu du journal *Koha Ditore* du 19 avril 2010, il s'agit, comme vous l'affirmez (audition du 4 mai 2010 p. 3), d'un article relatif à la situation générale et non pas à votre propre situation. Il n'est donc pas en mesure d'établir, à votre rencontre, une crainte d'être persécuté au sens de la Convention de Genève ou de subir des atteintes graves au sens de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.

En ce qui concerne la requérante :

A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité serbe, d'origine albanaise et originaire du village de Rahovice, commune de Preshevë, République de Serbie. Vous avez introduit une demande d'asile en Belgique le 10 février 2010 avec votre époux, Monsieur I. S. (SP: 0000000). A l'appui de cette dernière, vous invoquez les faits suivants: depuis 2001, votre époux aurait rencontré des problèmes avec les gendarmes stationnés non loin de son habitation. Vous auriez fait l'objet d'une ou de plusieurs interceptions de la part des gendarmes lorsque vous vous trouviez avec votre époux, vous auriez été gardée durant quelques heures. Les gendarmes se seraient également rendus dans la cour du domicile de votre époux durant la nuit. Suite à ces événements, votre époux aurait décidé de quitter son pays d'origine, vous l'auriez suivi. Vous seriez partie en sa compagnie le 30 janvier 2009 et vous seriez arrivée en Belgique le 10 février 2010.

B. Motivation

Suite à l'arrêt n° du 47177 du Conseil du Contentieux des Etrangers daté du 11 août 2010, les mesures d'instruction complémentaires ont été effectuées. Il résulte de cet examen complémentaire que vous n'avez pas fourni de sérieuses indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire. En effet, à l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez des faits analogues à ceux invoqués par votre époux, Monsieur Idrizi Sahit. En ce qui concerne les faits que vous déclarez avoir personnellement vécus, il échet de relever une contradiction majeure à la lecture de vos déclarations successives ainsi qu'avec les dires de votre époux (cfr. décision supra). Dès lors, il n'est pas possible de dissocier votre demande d'asile de celle introduite par votre époux. Or, j'ai pris en ce qui le concerne une décision négative motivée comme suit : 'Relevons d'abord une carence majeure de cohérence et de précision dans vos déclarations relatives aux problèmes que vous invoquez par rapport à votre pays d'origine. En effet, interrogé afin de préciser la nature exacte, les circonstances ainsi que la fréquence de vos problèmes personnels, vous répondez de manière générale, évasive et imprécise. Ainsi durant l'audition du 30 novembre 2010, vous déclarez que vos problèmes ont commencé en 2001, plus loin, par contre, vous déclarez que votre première maltraitance psychique a eu lieu début en 2003-2004 (cfr. notes, pp. 3, 4 et 5). Questionné à plusieurs reprises sur le déroulement et les circonstances du premier problème rencontré en Serbie, vous évoquez des maltraitements psychiques et la présence nocturne de la gendarmerie à l'extérieur de votre domicile (cfr. notes du 30/11/10, pp. 4 et 5). Vous expliquez ne pas avoir été battu sans apporter d'éléments concrets quant aux circonstances liées à ce problème. Vous évoquez une surveillance de la part des gendarmes sans étayer cette déclaration (cfr. notes du 30/11/10, pp. 4 et 5). Plus loin, vous évoquez des détentions sur les lieux d'interception mais ne pouvez donner d'éléments concrets quant au déroulement de ces détentions (cfr. notes du 30/11/10, pp. 8 et 9). De plus, vous évoquez plus de 15 détentions alors que vous déclarez avoir été arrêté à 15 reprises. Interrogé sur le dernier problème que vous avez rencontré dans votre pays, vous ne donnez pas d'élément personnel et concret mais vous invoquez l'arrestation des 10 Albanais en novembre 2008(cfr. notes du 30/11/10, p. 6).

Vous ne pouvez situer ce dernier problème dans le temps (cfr. notes du 30/11/10, p. 5) alors que selon vos dires vous avez rencontré des problèmes jusqu'à votre départ de Serbie, soit jusqu'en janvier 2010. Interrogé à trois reprises sur le nombre et la fréquence de ces problèmes avec les gendarmes, vous répondez évasivement et finissez par donner le nombre de plus ou moins 15 (cfr. notes du 30/11/10, p. 5). Ces propos vagues et lacunaires empêchent de se forger une idée de la nature réelle ainsi que du nombre réel et de l'importance des problèmes invoqués. Ces imprécisions entachent sérieusement la crédibilité de vos déclarations d'asile.

Relevons également des contradictions dans vos déclarations ainsi que dans les déclarations de votre épouse. Ainsi, lors de votre première audition, vous évoquez l'attitude des gendarmes qui vous empêchait de réaliser votre travail, à savoir, le travail de la terre que vous présentez comme votre unique travail, par contre, lors de votre seconde interview, vous n'évoquez à aucun moment ces problèmes, au contraire, interrogé sur votre travail en Serbie, vous évoquez uniquement de la construction, de la peinture mais pas de travail de la terre. Confronté à cette contradiction, vous évoquez une déclaration générale concernant ce problème (cfr. notes du 30/11/10, p. 2 et 12). Cette explication n'est pas valable dans la mesure où vous avez précisé lors de cette première audition que votre travail consistait bien à travailler la terre et vous avez ajouté qu'il n'y avait rien d'autre (cfr. notes du 4/05/10, p. 6). Votre épouse quant à elle évoque deux ou trois arrestations en votre compagnie de la part des gendarmes lors de sa dernière audition (cfr. notes du 30/11/10, p. 3). Par contre, vous citez uniquement une arrestation en compagnie de votre épouse comme cette dernière l'affirme lors de sa première interview (cfr. notes du 30/11/10, p. 12). Confrontée à cette contradiction, votre épouse n'apporte pas d'explication valable (cfr. notes du 30/11/10, p. 3 et notes du 4/05/10, p. 3). Au vu de ces imprécisions majeures et de ces contradictions relatives aux faits que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile, il n'est pas possible d'établir la réalité des faits que vous invoquez. L'importance et la persistance de ces incohérences, imprécisions, omissions et contradictions relatives aux faits invoqués à l'appui de votre demande d'asile permet de considérer votre récit d'asile comme non crédible.

Par ailleurs, et de manière plus générale, à considérer vos déclarations comme crédibles (quod non en l'espèce), vous ne donnez pas d'indices sérieux permettant d'établir l'existence d'une crainte personnelle ou d'un risque réel et personnel dans votre chef. En effet, interrogé sur ce caractère personnel, vous déclarez que tous les Albanais de votre village subissaient le même traitement de la part de la gendarmerie (cfr. notes du 30/11/10, p.11). Vous ajoutez que ce traitement était provoqué par le conflit de 2001, conflit dans lequel vous n'auriez pas été impliqué. Au vu de ce qui précède, les éléments susmentionnés ne peuvent être assimilés à des persécutions au sens de la Convention de Genève ou à des atteintes graves telles que définies dans l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. Les problèmes économiques que vous invoquez au surplus ne permettent pas davantage d'établir le bien-fondé de votre demande d'asile. Ainsi, vous déclarez lors de votre première audition que les gendarmes vous empêchaient de travailler la terre (cfr. notes du 04/05/2010, p. 6). Tout d'abord, au vu de la contradiction relevée infra, il est permis de douter sérieusement de la crédibilité de cette déclaration. Quoiqu'il en soit de ce qui précède, vous déclarez à ce sujet que vous ne receviez aucune aide financière de l'Etat en raison de votre appartenance à l'ethnie albanaise. Vous auriez fait la demande à diverses reprises, par l'entremise du bourgmestre de votre village, mais le centre social n'aurait rien fait pour vous arguant qu'il n'y aurait pas d'argent (audition du 4 mai 2010, p. 10). Dès lors, cet élément relève de la sphère économique et ne permet pas d'établir une crainte fondée de persécution pour un des motifs prévus par la Convention susmentionnée (la race, la nationalité, la religion, les opinions politiques et l'appartenance à un groupe sociale déterminé). Ensuite, l'absence d'aide financière ne peut également être assimilée à un risque réel et personnel de subir les atteintes graves définies dans la loi relative à la protection subsidiaire car invité à développer l'allégation selon laquelle ce sont les familles serbes qui perçoivent l'aide sociale et non les familles albanaises, vous invoquez un reportage télévisuel dans lequel l'ensemble de la population albanaise se plaignaient de ne pas avoir d'aide (audition du 4 mai 2010 p. 10). Au vu de ce qui précède, il appert que vous êtes resté en défaut d'établir le bien-fondé des craintes et des risques que vous alléguiez. Dès lors, il n'est pas possible d'établir l'existence dans votre chef d'une crainte fondée et personnelle de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou d'un risque réel et personnel d'atteintes graves tel que défini dans la protection subsidiaire.

En outre, l'arrestation des 10 Albanais arrêtés en décembre 2008 ne permet pas de conclure à l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la convention susmentionnée ou d'un risque réel de subir les atteintes graves définie dans la loi sur la protection subsidiaire. Ainsi, selon les informations disponibles au Commissariat général, les citoyens Serbes d'origine ethnique albanaise appartenant au dit groupe de « Gjilan » qui ont été arrêtés en décembre 2008 ont été inquiétés en raison de suspicions de crimes pesant sur eux, à savoir des meurtres, des enlèvements, des viols qu'ils auraient commis à Gjilan (République du Kosovo) lors de l'insurrection albanaise au Kosovo pendant les années 1998-1999 ou de détention d'armes. Au vu de mes informations donc ces interventions des autorités serbes sont inscrites dans un tout autre contexte qu'une seule répression d'anciens soldats de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) et UCPMB mais davantage dans des enquêtes en cours contre des personnes soupçonnées de crimes ; ce qui n'est pas votre cas. Ainsi, au vu des éléments contenus dans votre dossier administratif, il apparaît qu'aucune analogie ne peut être constatée entre ces arrestations et votre situation personnelle, de sorte qu'il ne m'est pas permis de croire que vous risqueriez de subir un sort similaire. Partant, les craintes invoquées vis-à-vis des autorités serbes en cas de retour ne s'avèrent nullement fondées à la lecture de votre dossier d'asile.

De ce qui précède, il appert que vous ne fournissez pas d'élément qu'il existe, en ce qui vous concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

Les documents que vous présentez à l'appui de votre demande d'asile, à savoir votre passeport et celui de votre épouse, votre carte d'identité et celle de votre épouse, le permis de conduire de votre épouse et ne sont pas de nature à permettre à eux seuls de reconsidérer différemment les éléments en exposés ci-dessus. Ces documents attestent de votre identité et de votre provenance, lesquels n'ont nullement été remis en cause par le Commissariat général. En ce qui concerne l'article de presse issu du journal Koha Ditore du 19 avril 2010, il s'agit, comme vous l'affirmez (audition du 4 mai 2010 p. 3), d'un article relatif à la situation générale et non pas à votre propre situation. Il n'est donc pas en mesure d'établir, à votre rencontre, une crainte d'être persécuté au sens de la Convention de Genève ou de subir des atteintes graves au sens de la protection subsidiaire."

Partant, une décision de refus doit également être prise pour votre demande d'asile.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers."

2. Les faits invoqués

Devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé « le Conseil »), les requérants confirment fonder leurs demandes d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans les décisions attaquées.

3. La requête

3.1. A l'appui de leur recours, les requérants soulèvent un premier moyen de la violation « du principe général de bonne administration, à savoir le devoir de motivation matérielle et formelle, des article 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 concernant la motivation des actes de l'administration, de l'article 62 de la loi du 15.12.1980 ». Ils prennent un deuxième moyen de « la violation de la Convention de Genève » et un troisième moyen de la violation de « l'article 48/4 de la loi du 15.12.1980 ».

3.2. Ils contestent en substance la pertinence des motifs des actes attaqués au regard des circonstances propres à la cause. En particulier, ils font valoir que la partie défenderesse avait admis dans sa première décision que leurs déclarations concernant l'attitude des gendarmes à l'égard de la population albanaise dans leur région d'origine était conforme aux informations en sa possession et que, partant, il est admis que les faits invoqués ne sont nullement invraisemblables. Ils lui reprochent ensuite de tenter à présent de mettre en doute leurs déclarations en leur opposant des contradictions, qui ont pour certaines été provoquées. Ils justifient la contradiction concernant le début de leurs ennuis

par le fait que le problème en général, vécu de manière partiellement collective, a débuté en 2001 mais qu'ils ont vécus personnellement leur premier incident en 2003. Ils estiment que la définition « d'arrestation » n'est pas claire et peut expliquer les contradictions et les lacunes y relatives. En outre, ils rappellent qu'ils sont victimes d'un climat général d'hostilité par les Serbes et auront toujours des difficultés à évoquer les actions spécifiques dont ils sont victimes, « *que chaque jour est un acte de persécution* ». Ils contestent ensuite la contradiction relative à l'activité du requérant. Ils allèguent enfin qu'un problème subi personnellement reste personnel, même si de nombreuses autres personnes connaissent le même problème.

3.3. Ils sollicitent l'annulation [lire réformation] des décisions attaquées et la reconnaissance de la qualité de réfugié ou, à titre subsidiaire, l'octroi du statut de protection subsidiaire

4. Discussion

4.1. A titre liminaire, le Conseil observe que les requérants développent essentiellement leur argumentation sous l'angle de l'application de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 et que, bien que sollicitant également le statut de protection visé à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, n'invoquent aucun fait spécifique sous l'angle de cette disposition, ni ne développent d'argument particulier à cet effet, si ce n'est concernant la situation sécuritaire en Macédoine. Le Conseil en conclut qu'ils fondent leurs demandes de protection subsidiaire sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître le statut de réfugié et que leur argumentation à cet égard se confond avec celle qu'elles développent au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil examine donc les deux questions conjointement.

4.2. En l'espèce, la première décision attaquée refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire pour différents motifs. Elle souligne le caractère général, lacunaire et vague de ses propos concernant les faits invoqués à l'appui de sa demande d'asile. Elle relève également des divergences dans le récit du requérant lors de l'introduction de sa demande d'asile à l'Office des étrangers et lors de son audition devant le Commissariat Général ainsi qu'entre ses dires et ceux de son épouse. En tout état de cause, elle estime que le requérant n'apporte aucun indice sérieux permettant d'établir l'existence d'une crainte personnelle ou d'un risque réel et personnel dans son chef. Elle ajoute que les problèmes économiques invoqués ne permettent pas davantage d'établir le bien-fondé de sa demande. Elle argue que la situation du requérant ne peut être assimilée à celle de dix Albanais arrêtés en décembre 2008 inscrites dans le contexte d'une enquête en cours. Enfin, elle considère que les documents déposés ne sont pas en mesure d'établir, à son encontre, l'existence d'une crainte fondée de persécution ou d'un risque réel d'atteintes graves. La deuxième décision attaquée est motivée par référence à la première.

4.3. Le Conseil constate, pour sa part, après examen du dossier administratif, que si les motifs retenus par la partie défenderesse, pour justifier son appréciation, sont de valeur inégales, un certain nombre d'entre eux sont établis, pertinents et permettent à eux seuls de fonder valablement les décisions attaquées. Dans ce sens, le Conseil observe en effet que les déclarations du requérant contiennent des imprécisions importantes sur des éléments essentiels de son récit, et que par conséquent celles-ci ne sont pas suffisamment circonstanciées pour permettre, à elles seules, de tenir pour établi qu'il a réellement vécu les faits invoqués. Le caractère lacunaire et vague de son récit quant « *aux maltraitements psychologiques* » dont il se dit victime de la part des gendarmes et qui auraient pourtant durées neuf ans ne permet pas de penser que les faits se sont réellement produits. De même, le caractère très peu détaillé et contradictoire de ses déclarations concernant ses arrestations et celles de son épouse ne permettent pas non plus de considérer ces événements pour établis.

4.4. Les arguments avancés par les requérants pour justifier ces griefs n'énervent en rien le constat qui précède. En l'espèce, la requête réfute par des explications factuelles, qui ne convainquent pas le Conseil, certains des motifs de refus des décisions dont appel pour expliquer l'incapacité des requérants à fournir des indications plus précises sur les faits à l'origine de leurs problèmes, et répond pour le surplus aux reproches formulés en invoquant des erreurs de différentes natures commises par la partie défenderesse ou en tentant vainement de concilier les deux versions contradictoires.

4.5. Ces motifs sont pertinents dès lors qu'ils portent sur des éléments déterminants du récit, à savoir la réalité même des faits à l'origine des problèmes allégués, et partant des craintes qui en dérivent. Ils

suffisent à conclure que les déclarations et documents des requérants ne permettent pas d'établir, dans leur chef, l'existence d'une crainte de persécution.

4.6. Dès lors que les requérants ne font état d'aucun autre élément que ceux invoqués à l'appui de leurs demandes de reconnaissance de la qualité de réfugié, il y a lieu de conclure, au vu de ce qui a été exposé *supra*, qu'ils n'établissent pas davantage un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980.

4.7. A supposer que la requête viserait également l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, qui concerne « *les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* », le Conseil ne peut que constater qu'il n'est pas plaidé que la situation en République de Serbie correspondrait actuellement à un contexte de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi, en sorte que cette partie de la disposition ne trouve pas à s'appliquer. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans les déclarations, les documents et écrits des requérants aucune indication de l'existence de pareils motifs.

4.8. Les considérations qui précèdent suffisent à fonder le constat que les requérants n'établissent pas qu'ils ont quitté leur pays ou qu'ils en restent éloignés par crainte au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ni qu'ils encourent, en cas de retour dans leur pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Ces considérations rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond des demandes.

5. La demande d'annulation

A supposer que les requérants entendaient également solliciter l'annulation des décisions attaquées, le Conseil estime qu'ayant conclu à la confirmation desdites décisions, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-huit avril deux mille onze par :

Mme C. ADAM,

président f. f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

C. ADAM